

## MEDELICI À PARIS : AUCUNE QUESTION NE LUI A ÉTÉ ÉPARGNÉE

# Plaidoyer pour les réformes

**Que retenir de cet examen de passage de M. Mourad Medelci, ministre des Affaires étrangères, devant les membres de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale française ? D'abord un exercice fait pour convaincre que la France a aujourd'hui un partenaire, l'Algérie, qui a changé, beaucoup changé «depuis 2000», ensuite que toutes les réformes engagées depuis quelques années et notamment depuis «le 15 avril dernier» sont allées bon train et font de notre pays un pays fréquentable ; puis pour ce qui est du passé commun «il faut tourner la page, apaiser et positiver les relations sans toutefois faire table rase de la mémoire». Le ministre est venu annoncer aussi à son homologue français, Alain Juppé (qu'il n'a rencontré que l'espace d'une heure) que l'Algérie «avait maintenant décidé d'entamer des négociations exploratoires pour intégrer, dès que possible, la politique européenne PEV rénovée». Les questions posées par les députés ont touché à tous les aspects avec des demandes insistantes de précision sur certains volets des réformes, sur l'embrasement éventuel de l'islamisme dans la région et, enfin, sur les harkis et l'éventuelle «mesure que pourrait prendre l'Algérie en faveur de ces derniers à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'Indépendance : question, faut-il le préciser, posée par le député Lucas de la droite populaire.**

### De notre bureau de Paris, Khadidja Baba-Ahmed

L'on ne peut pas dire que la rencontre de Medelci avec les membres de la Commission étrangère de l'Assemblée nationale française ait laissé indifférents les membres de cette commission. Selon Axel Poniatowski, président de cette commission, «c'est la première fois, depuis le début de cette législature, que la commission a réuni autant de membres (une cinquantaine). A ces députés, manifestement vivement intéressés, Mourad Medelci, accompagné de M. Missoum Sbihi, l'ambassadeur d'Algérie, a structuré son intervention en deux volets, le premier consacré «à la nouvelle phase de réformes avec comme objectifs d'améliorer les systèmes de gouvernance, y compris dans le sens de l'affermissement des solidarités européennes» et le deuxième volet consacré aux relations bilatérales, et ce, au plan politique et économique. «Pour planter le décor tout en rappelant que c'est le président qui a initié les réformes, le MAE les résume comme «garantissant plus de libertés, plus de transparence, plus de participation citoyenne au développement, plus d'ouverture au plan politique et économique et de meilleures réponses aux citoyens».

### Les réformes ? «Plus de liberté, de transparence, de participation citoyenne»

En somme, ces réformes qu'il cite -loi électorale, loi sur les incompatibilités avec le mandat parlementaire, loi sur la participation de la femme, loi sur les partis, loi sur l'in-

formation et loi sur les associations, dont quatre sont déjà signées, devraient, à leur terme, faire que cette nouvelle étape renforce le rôle de la femme dans les assemblées élues, assure la transparence et la surveillance des élections par la mise en place de commissions composées de magistrats y compris au niveau local, renforce les libertés d'expression par la dépénalisation du délit de presse et l'ouverture des médias lourds. Et de préciser que «c'est monsieur le président Bouteflika qui a souhaité consacrer pleinement son troisième mandat au renforcement des institutions républicaines et de l'Etat de droit, à présent que la paix, la stabilité et la croissance ont été rétablies avec des résultats très encourageants et très clairement perceptibles par les Algériens».

Après ces embellies déjà perceptibles et cet éden promis pour très bientôt, le ministre est passé aux relations bilatérales pour annoncer «la volonté du gouvernement algérien de bâtir, pas à pas mais de façon résolue, ce partenariat d'exception souhaité par M. Sarkozy dès 2007. Cela se vérifie, selon Medelci, par le rythme de visites ministérielles et parlementaires de ces derniers temps et «les consultations régulières dont la fréquence s'est accrue», ce qui, aux yeux de l'Algérie, précise-t-il, «est un signe encourageant».

Quant aux relations économiques, «depuis la désignation de M. Raffarin et du travail effectué avec M. Benmeradi, ils ont permis de débloquent plusieurs projets, à présent totalement finalisés» et en même temps d'ouvrir la voie à de nouveaux partenariats dans les sec-

teurs automobile, pharmaceutique, pétrochimie et agroalimentaire. Et le ministre de conclure que «notre coopération est aujourd'hui active et dense dans bien d'autres domaines tels que la culture, la formation et la recherche scientifique, sans oublier les solidarités actives que nous imposent trop souvent les objectifs de sécurité régionale au Sahel en particulier. Outre ce point, en particulier, mais pas seulement, il y en a eu beaucoup d'autres, se sont invités au débat : vote des étrangers aux élections locales ; harkis, UPM et Afrique ; Algérie et UE ; regard de l'Algérie sur la Syrie ; Sahara occidental ; UMA ...

### Harkis, islamisme, relations avec l'Europe... et beaucoup d'autres questions

Il fallait s'attendre à cette question qui fusa et qui a été posée par le député de la droite populaire Lucas : «A l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de votre indépendance en 2012, envisagez-vous un geste d'ouverture, de réconciliation nationale avec ceux qui ont été du côté de la France et qui ne peuvent toujours pas rentrer en Algérie ?» Lorsque l'on commémore, a répondu le ministre, l'heure est au bilan de notre action et non aux décisions. Quant à la question de ce même député qui, très ironiquement, a demandé au ministre si l'Algérie allait pratiquer la réciprocité et permettre aux résidents français en Algérie de voter aux élections locales dans le cas où le projet de loi en examen en France actuellement pour le vote des étrangers était approuvé, il a eu cette réponse de Medelci : «Pourquoi pas, actuel-

lement les choses vont tellement vite partout que ce n'est pas impossible.»

Sur les cimetières français mal entretenus, notamment à l'Ouest algérien, le ministre algérien a reconnu qu'il fallait accorder plus d'efforts à cet aspect qui «constitue un point central de la mémoire» et qu'il fallait, d'un côté comme de l'autre «de la dignité à ceux qui nous ont quittés».

La question de la jonction au Sahel des armes et de l'extrémisme religieux a largement occupé le débat et amené Medelci à cette réponse : «Depuis deux ans, nous avons mis ensemble, avec les pays de la région concernés, un état-major commun pour nous approprier ensemble cet état de fait, mais depuis septembre, nous avons décidé de travailler avec les Etats-Unis et avec l'Europe notamment pour la formation, les équipements et l'échange d'informations.»

Quant au risque de voir l'arrivée des islamistes en cas d'élections en Algérie, eu égard à ce qui se passe en Libye et en Tunisie, l'inquiétude formulée par un député a été balayée d'un revers de main par le ministre, et ce, explique-t-il, pour plusieurs raisons : «C'est nous qui avons commencé. Dans la législation algérienne, il y a beaucoup de textes inspirés de la Charia et de plus, nous avons des partis islamistes à l'Assemblée et des membres de partis de cette mouvance depuis plus de dix ans au gouvernement. Au plan multilatéral et plus précisément pour ce qui est de la politique européenne de voisinage sur laquelle Medelci a expliqué que «jusqu'à présent l'Algérie n'avait pas intégré la politique européenne de voisinage, PEV. Les Européens ont décidé au terme d'une évaluation de cette politique de la revoir.

L'Algérie a participé en tant qu'observateur aux travaux d'éva-

luation de la PEV et ayant constaté que les Européens s'étaient donné un nouveau concept de PEV dite «rénovée» qui permet à chacun des pays en direction de l'UE de bâtir un programme qui s'adapte à ses besoins et un programme qui n'est pas standard, cela donne toute latitude à l'Algérie d'y participer». «C'est cette raison qui fait, précisément, que nous avons décidé d'entamer des négociations exploratoires pour nous intégrer dès que possible à cette PEV rénovée».

Sur les autres aspects et notamment lorsqu'il a été questionné sur la position de l'Algérie quant à la situation en Syrie, le ministre a affirmé avec plus de force qu'il ne l'a fait antérieurement, que l'Algérie travaille résolument dans le cadre de la Ligue arabe qui demande l'arrêt des hostilités, la libération des détenus et l'ouverture d'un dialogue, qu'elle fait partie de la commission des ministres créée pour suivre et qu'elle enverra sur le terrain une commission en vue de vérifier ce qui s'y passe - les informations arrivant n'étant pas toujours fiables. Plus près de l'Algérie et sur le conflit du Sahara occidental qui a fait dire à un député «le peuple saharoui aura-t-il enfin la possibilité de s'autodéterminer et quel rôle peut jouer l'Algérie pour accompagner ce peuple dans sa démarche légitime ?»

Il lui fut répondu que «c'est un vœu que nous formulons tous les ans. Mais c'est la communauté internationale qui est interpellée et pas seulement l'Algérie» quoique, ajoute-t-il «depuis une année, la qualité de notre relation avec le Maroc s'est améliorée et cela est très important».

Sur la Syrie comme sur la Libye, les questions posées au ministre ont eu pour réponse le même discours que celui développé à Alger depuis quelques semaines.

K. B.-A.

## Conférence de presse de Medelci et Juppé

Juppé a rencontré moins d'une heure son homologue algérien. A la conférence de presse qu'ils ont donnée à l'issue de cette rencontre, il a été demandé aux journalistes de ne poser que deux questions, une pour la presse algérienne et l'autre pour la presse française. Les raisons étant que Juppé devait immédiatement partir sur la Belgique. Les quelques mots de l'un comme de l'autre ministre étaient très convenus et ne nous ont pas appris grand-chose. Pour Juppé, «les relations bilatérales sont étroites et je crois pouvoir dire, aujourd'hui, tout à fait confiantes». Dans la foulée et à propos de la commémoration en 2012 du cinquantième anniversaire de l'Indépendance, il a informé Medelci au cours de leur entretien de la nomination par Sarkozy d'un ancien ambassadeur (deux fois en Algérie) pour organiser la commémoration en France du 50<sup>e</sup> anniversaire et qui se fera dans «un esprit de sobriété et de concertation». Cette nomination de quelqu'un qui connaît très bien l'Algérie a été, selon Alain Juppé, favorablement accueillie. Quant à M. Medelci, il nous a fait part des projets retenus par l'Algérie à l'occasion de cette commémoration et qui sont l'Ecole internationale, le Centre culturel et la Maison Algérie à la Cité internationale. Des projets, est-il nécessaire de le rappeler, dans les cartons depuis belle lurette.

K. B.-A.

## Deux questions du *Soir d'Algérie* à M. Medelci

**Le Soir : Comment qualifiez-vous, d'un mot, les relations actuelles avec la France ?**

**M. Medelci :** Les relations sont bonnes et le potentiel est beaucoup plus important. Il nous appartient maintenant, et nous en avons la volonté, d'utiliser tous nos atouts, y compris l'atout que représente la communauté nationale à l'étranger pour donner encore plus de substance à cette relation.

**Avons-nous aujourd'hui besoin d'un coup de pouce de la France (le ministre m'interrompt avant que je ne poursuive ma question) ?**

Chacun a besoin de l'autre...

**Vous m'avez interrompu, Monsieur le Ministre. Je veux vous dire est-ce que l'on a besoin de la France pour redynamiser l'UMA ?**

Chacun a besoin de l'autre dans les relations de voisinage. L'intégration au sein de l'UMA aura des répercussions qui seront, je l'espère, positives, dans la mesure où une UMA intégrée pourra travailler avec l'Union européenne au sein de laquelle la France joue un rôle important.

Propos recueillis par Khadidja Baba-Ahmed

## VISAS POUR LA FRANCE

# Le taux de refus en nette régression

**La mise en place de nouvelles procédures de délivrance de visas par le consulat général de France à Alger, notamment une meilleure communication et l'externalisation de la réception et du tri des dossiers de demandeurs, a induit une baisse de taux de refus qui est de l'ordre de 21,77% pour les dix premiers mois de l'année en cours, alors qu'il était de l'ordre de 27,84 % en 2010. Au 31 octobre 2011, le consulat de France à Alger a délivré 72 955 visas, contre 61 314 en 2010, soit une progression de 19%.**

**Sofiane Aït Iflil - Alger (Le Soir) -** La portion de visas de circulation délivrés est évaluée, elle, en 2011 à 28 129 visas octroyés, contre 15 587 en 2010.

Ce qui donne une progression de 38,56%. Mais plus globalement, le consulat général de

France a réceptionné, au cours des dix premiers mois de cette année, un total de 104 751 dossiers et a réservé des réponses positives à 80 746. S'agissant des visas d'études, les services consulaires ont délivré durant la même période 2011 pas moins de 3 567

visas, moins que durant l'année 2010 où le nombre de sésames délivrés était évalué à 3 823. Ces statistiques ont été rendues publiques hier mercredi par le consul général de France à Alger, Michel Dejaegher, lors d'un point de presse auquel a pris part l'ambassadeur de France en Algérie, M. Xavier Driencourt. Lors d'un rendez-vous médiatique, renouvelé chaque fin d'année, le consul général de France a fait part des efforts déployés par les services consulaires afin de faciliter les procédures de demande et de délivrance de visas. Des procédures, reconnaît

néanmoins M. Dejaegher, que l'introduction toute récente de la biométrie a alourdi quelque peu. Les prélèvements des empreintes et les prises de photos biométriques prennent du temps, ce qui fait qu'en une journée, il n'est traité que 480 dossiers, alors que le rythme d'avant l'introduction de la biométrie était de 600 dossiers traités par jour. L'acquisition de cabines supplémentaires devrait permettre à Visa France, qui en dispose d'uniquement 8, de revenir au rythme de 600 dossiers traités par jour.

S. A. I.